



Élections provinciales du Québec 2018

Résumé des engagements des partis au 12 septembre 2018



RIOCM

753 Mont-royal Est
Montréal, Québec,
H2J 1W8

info@riocm.ca
www.riocm.ca

Résumé des engagements concernant :

Les organismes communautaires



Tous les partis sauf le PLQ s'engagent à offrir un meilleur soutien et une meilleure reconnaissance aux organismes communautaires. Seul le PQ chiffre sa promesse et propose une augmentation de 200 M\$ au cours de son mandat. Rappelons que la campagne Engagez-vous pour le communautaire revendique 475 M\$ en soutien à la mission pour l'ensemble des groupes du Québec.

Le PQ et QS promettent aussi une indexation annuelle du financement des groupes. De son côté, le PQ propose une solution aux problèmes de locaux en s'engageant à mettre en place un programme d'acquisition et de rénovation d'immeubles à vocation collective.

Résumé des engagements concernant :

Santé et services sociaux



Tous les partis s'entendent sur le fait qu'il faut améliorer l'accès de la population aux soins de santé et que cela passe notamment par des réinvestissements dans ce secteur. La CAQ, le PQ et QS souhaitent rouvrir les ententes conclues avec les fédérations médicales dans l'espoir de dégager des fonds qui pourront être mis ailleurs dans le système. On veut également revoir le mode de rémunération des médecins.

Ayant grandement critiqué la réforme Barrette au cours des dernières années, ces trois partis parlent aussi de décentralisation au sein du réseau pour redonner une plus grande marge de manœuvre aux acteurs locaux.

Du côté du PQ et de QS, on souhaite renforcer le rôle des CLSC pour améliorer non seulement l'accès aux soins de santé, mais aussi aux services sociaux. Ces partis parlent davantage de prévention que les deux autres.

Enfin, QS est le seul parti qui se prononce fermement contre le recours au privé en santé et contre la nouvelle gestion publique (NGP). C'est également le seul parti qui propose de mettre en place un régime d'assurance médicament entièrement public.

Résumé des engagements concernant :

Éducation



Comme pour le secteur de la santé et des services sociaux, tous les partis s'entendent sur le fait qu'il faut réinvestir dans les services aux élèves ainsi que dans la construction et la rénovation des écoles. Là s'arrête toutefois la similitude.

Le PQ et QS proposent de revoir le financement des écoles privées, mais ce dernier va plus loin en proposant de transférer l'entièreté des subventions du privé vers le public. Ces deux formations s'engagent aussi à atteindre un certain niveau de gratuité scolaire. Là encore, QS va plus loin en proposant la gratuité complète de la maternelle à l'université pour tout le monde.

Trois partis sur quatre, soit le PLQ, le PQ et QS souhaitent mettre en branle un chantier pour l'alphabétisation. Les programmes de ces formations offrent par contre très peu de détails sur le contenu d'une telle initiative.

Enfin, la CAQ est le seul parti à vouloir revoir la structure du réseau de l'éducation en abolissant les commissions scolaires.

Résumé des engagements concernant :

Famille



En ce qui concerne les services de garde subventionnés, la CAQ souhaite revenir à un tarif unique fixé à 8,05\$ par jour. Le PQ propose la même chose, mais ajoute une réduction, voire même une abolition de ce tarif pour les familles qui ont plus d'un enfant et pour les familles à faible revenu. De son côté, Québec solidaire veut rendre ces services gratuits pour tous les enfants de moins de 5 ans. Pour les libéraux, la contribution parentale doit être abolie pour les enfants de 4 ans. Le PQ et QS privilégient le réseau des CPE plutôt que les garderies privées et souhaitent consacrer à celui-ci toutes les nouvelles places créées.

Tous les partis à l'exception du PQ s'engagent à bonifier les allocations familiales et tous les partis à l'exception de QS proposent de mieux soutenir les parents d'enfants handicapés. La CAQ, le PQ et QS promettent aussi d'exclure les pensions alimentaires des revenus considérés dans le calcul de diverses formes d'aide financière.

La CAQ, le PLQ et QS souhaitent bonifier et rendre plus flexible les congés parentaux. La CAQ et QS souhaitent revoir la Loi sur les normes du travail pour mieux l'adapter aux réalités familiales. Enfin, la CAQ, le PQ et QS veulent aussi réformer le droit de la famille.



Résumé des engagements concernant : **Lutte contre la pauvreté et l'itinérance**



La lutte contre la pauvreté et l'itinérance sont deux enjeux quasiment absents des plateformes de tous les partis à l'exception de QS. Du côté de la CAQ, il revient aux organismes communautaires de mieux soutenir les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi. Au PQ, le seul engagement en la matière est de hausser le salaire minimum à 15\$/h d'ici 2022.

Chez QS, on veut aller de l'avant avec un projet pilote de revenu minimum garanti tout en augmentant les prestations d'aide sociale. Ce parti propose aussi d'augmenter le salaire minimum à 15\$/h dès 2019 et de mettre en place un régime de retraite public et universel. En matière d'itinérance, QS propose notamment d'investir les fonds nécessaires pour intervenir dans ce domaine et de lutter contre la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance.

Résumé des engagements concernant : **Logement**



La question du logement est également très peu abordée depuis le début de la campagne électorale. Seuls le PQ et QS ont plusieurs engagements dans ce domaine. Le PQ souhaite construire 3 000 nouvelles unités par année et favoriser l'inclusion d'unité pour les familles dans les projets de logement social. Ce parti s'engage aussi à soutenir le déploiement de logements supervisés.

Du côté de QS, on souhaite d'abord faire inscrire le droit au logement dans la Charte québécoise des droits et libertés. Ce parti s'engage aussi à réaliser la construction de 50 000 nouveaux logements sociaux et à améliorer l'entretien et la rénovation de ceux existants. QS promet aussi de mieux financer la Régie du logement pour réduire les délais d'attente pour les locataires. Enfin, on propose d'encadrer l'exploitation illégale des résidences de tourisme comme Airbnb.

Résumé des engagements concernant : **Soutien à domicile**



Depuis le déclenchement de la campagne, plusieurs engagements ont été pris en matière de soutien à domicile. Tous les partis s'entendent pour dire qu'il faut de nouveaux investissements dans ce secteur.

Si la CAQ mise sur l'embauche de personnel supplémentaire dans les CLSC pour offrir plus de services, le PQ propose aussi de mettre à contribution les entreprises d'économie sociale. Ces deux partis souhaitent adopter une politique nationale pour les proches aidantes, alors que le PLQ parle d'un plan d'action gouvernemental en la matière. Tous les partis s'entendent aussi sur le fait qu'il faut améliorer les services de répit. Du côté de la CAQ, cela passe par la construction de vingt maisons Gilles-Carle, qui offrent des services de répit pouvant aller de quelques heures à quelques jours.

Résumé des engagements concernant : **Égalité entre les femmes et les hommes**



L'égalité entre les femmes et les hommes est un autre enjeu négligé dans cette campagne électorale. Seul QS a plusieurs engagements en la matière, notamment en lien avec le marché du travail. En effet, QS souhaite renforcer la Loi sur l'équité salariale et étendre son application, adopter des mesures d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes et revoir les règlements sur le travail pour identifier les biais sexistes.

QS s'engage aussi à appliquer l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans la planification des politiques publiques, à appuyer financièrement les ressources pour femmes en situation de vulnérabilité et à réserver l'aide financière gouvernementale à des projets qui prennent en considération l'égalité des genres.

Enfin, la CAQ et QS promettent de nommer un Conseil des ministres paritaires s'ils sont élus.



Résumé des engagements concernant : **Violences sexuelles et conjugales**



On a beaucoup parlé de violences sexuelles et conjugales dans les dernières années, mais ces enjeux ne sont pas très présents dans l'actuelle campagne électorale. Du côté du PQ et de la CAQ, on s'engage à abolir le délai de prescription pour que les victimes d'agression sexuelle puissent entreprendre un recours civil contre leurs agresseurs. Le PQ propose aussi de mettre en place un tribunal spécialisé au sein de la Cour du Québec.

Du côté de QS, on veut lancer une campagne de sensibilisation contre la culture du viol, mettre en place un processus judiciaire non pénalisant pour les victimes et adopter une politique contre le harcèlement sexuel et psychologique. On souhaite aussi sensibiliser la population à la réalité des personnes prostituées/travailleuses et travailleurs du sexe.

Résumé des engagements concernant : **Démocratie et participation citoyenne**



Au printemps dernier, nous assistions à un front commun des partis d'opposition à l'Assemblée nationale pour mettre en place un nouveau mode de scrutin proportionnel mixte pour les élections de 2022. Il n'est donc pas étonnant que voir que cet élément revienne dans la plateforme de tous les partis sauf le PLQ.

Pour dynamiser la participation citoyenne, le PQ souhaite aussi favoriser une meilleure connaissance de nos institutions démocratiques ainsi qu'une approche de la politique moins partisane.

Du côté de QS, on veut stimuler la participation citoyenne par des mécanismes de démocratie participative au niveau local et régional et par un programme d'éducation à la citoyenneté.

Résumé des engagements concernant : **Transport collectif**



Jusqu'à maintenant, tous les partis ont pris des engagements en faveur de l'amélioration des transports collectifs. Alors que le PLQ veut rendre gratuit le transport en commun pour les étudiant.e.s à temps et pour les personnes âgées, QS s'engage à réduire le coût de celui-ci avec l'objectif de le rendre gratuit d'ici 10 ans.

Sur ce sujet, rappelons que le Mouvement pour un transport public abordable (MTPA) revendique la mise en place d'une tarification sociale pour soutenir la mobilité quotidienne des personnes les plus démunies.

Résumé des engagements concernant : **LGBTQIA+**



On retrouve dans les plateformes des partis très peu d'engagements concernant les communautés LGBTQIA+. Du côté du PQ, on veut intégrer à la Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise le respect des droits des personnes LGBTQ+. Du côté de QS, on propose l'adoption d'une politique contre la discrimination envers les personnes vivant la diversité sexuelle, de genre et corporelle.

Résumé des engagements concernant : **Fiscalité**



En matière de fiscalité, seuls le PQ et QS affirment leur volonté de lutter contre les paradis fiscaux. QS propose aussi de revoir le système d'imposition pour mieux tenir compte des revenus des particuliers et s'assurer que les entreprises contribuent davantage au financement de l'État. Enfin, QS s'engage aussi à rétablir la taxe sur le capital des institutions financières et à rendre les municipalités moins dépendantes de la taxe foncière.



Résumé des engagements concernant : **Immigration et intégration**



L'enjeu de l'immigration est souvent abordé par les partis politiques sous l'angle économique ou identitaire. Bien que la CAQ ait parlé dans les derniers jours de l'intégration des personnes nouvelles arrivées, elle ne propose jusqu'à maintenant pas de mesures pour favoriser celle-ci.

De son côté, le PQ veut bonifier les programmes d'aide à l'intégration en emploi et prendre des mesures pour contrer la discrimination à l'embauche, mais aussi dans le logement et ailleurs. Le PQ souhaite également que les partis politiques et les conseils d'administration d'organismes publics et parapublics intègrent davantage de membres de la diversité. Il veut aussi inciter à une plus grande présence de la diversité dans les manifestations culturelles.

Quant à QS, le parti s'engage à créer une Commission d'enquête sur le racisme systémique et à mieux financer la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ). Il veut aussi bonifier et rendre gratuit les services d'accueil, de soutien, de francisation et d'intégration. Enfin, ce parti veut favoriser l'embauche de personnes issues des groupes minorisés dans la fonction publique et dans les entreprises privées qui bénéficient de contrats ou de subventions du gouvernement.
